

Comme je l'ai déjà souligné, la dévaluation de notre dollar est devenue une des principales causes de la spirale inflationniste que nous connaissons actuellement. La dévaluation du dollar, la hausse du prix des aliments et du pétrole sont les principales raisons de l'inflation à laquelle nous faisons face, non pas la politique monétaire que le gouverneur du Canada a tenté de nous expliquer aujourd'hui.

Comme le Canada est un grand importeur d'aliments—il a dépensé quelque 3 milliards à ce chapitre l'an dernier—la baisse du dollar canadien a augmenté les coûts d'alimentation. En 1978, l'indice des prix des produits alimentaires s'élevait à 216. Cette hausse nuit à l'économie tout entière, augmente le chômage et les coûts sociaux et affecte la rentabilité de nombreuses petites entreprises. Par exemple, en Saskatchewan, on avait réussi à créer 51,000 nouveaux emplois de janvier à août, ce qui représente une bonne moyenne pour cette province. Selon le premier ministre, la majeure partie de ces augmentations ont affecté le secteur de la petite entreprise.

Quelles répercussions aura la hausse des taux d'intérêt proposée par le gouvernement actuel sur ces petits industriels? A Regina, des banquiers de ma connaissance m'ont dit qu'ils avaient noté un ralentissement généralisé des activités commerciales dans ma circonscription à cause de l'augmentation des taux d'intérêt. La peur et l'insécurité s'installent. Il n'y a rien de sûr. Impossible de prévoir et de faire des plans. Jusqu'où grimperont les taux d'intérêt? 15 p. 100 aujourd'hui, 16 demain, 17 la semaine prochaine, 18, 19, 20 p. 100? N'en verra-t-on jamais la fin?

Les Canadiens veulent des garanties, ils veulent être en mesure de prévoir l'avenir, ils exigent plus d'initiative de la part du gouvernement. Nous continuons de tourner en rond parce que nous suivons les mêmes politiques ineptes adoptées par l'ancien gouvernement. Le gouvernement actuel, dans sa propre folie, les maintient. Tout à coup, nous voyons des membres de l'ancien gouvernement laisser derrière eux la responsabilité de ces insanités et exiger maintenant qu'on y mette fin. Comment se fait-il que cela arrive toujours du côté de l'opposition et jamais du côté du gouvernement? Il vaudrait mieux pour les Canadiens que le gouvernement réussisse à se sortir de la situation absurde dans laquelle il se trouve.

Nos principaux problèmes économiques entraînent un déficit dans la balance des paiements, ce qui accentue à son tour d'autres problèmes comme celui des fortes hausses des prix. La situation empire constamment et devient un cercle vicieux. Qu'est-ce qui a causé ce déséquilibre? On nous laisse entendre que le principal problème réside dans le déficit de notre commerce des services, un déficit de quelque 5.2 milliards de dollars l'an dernier. Qu'est-ce qui a causé cela? Malheureusement, c'est l'histoire économique de notre pays, le type d'évolution que les gouvernements libéral et conservateur ont parrainé.

Nous avons exploité rapidement uniquement pour exploiter rapidement. Nous avons vendu nos ressources. Nous avons accepté des capitaux étrangers pour exploiter nos ressources qui ont été accaparées et nous restons avec une dette. Nous devons maintenant en subir les conséquences. Nous devons liquider cette dette.

Pouvoir d'emprunt

Considérons l'envergure de la propriété étrangère au Canada. Statistique Canada signalait en 1976 que sur 230,262 entreprises non financières au Canada, 3,630 ou 1.5 p. 100 d'entre elles étaient censées être régies à l'étranger. Sur le plan statistique, 1.5 p. 100 est infime, néanmoins cette proportion de 1.5 p. 100, cette poignée de sociétés régies à l'étranger effectuaient 34.9 p. 100 de toutes les ventes au Canada, détenaient 31 p. 100 de l'ensemble des valeurs et 46 p. 100 des bénéfices réalisés au Canada en 1976. Cela me renverse.

Une voix: Il ne faut pas grand-chose.

M. de Jong: Le député dit qu'il ne faut pas grand-chose. N'êtes-vous pas renversé quand vous constatez que 1.5 p. 100 de toutes les sociétés non financières au Canada sont régies à l'étranger et accaparent près de la moitié des bénéfices au Canada? N'est-ce pas troublant? N'est-ce pas évident pourquoi nous nous heurtons à des problèmes économiques? Tous ces bénéfices sont envoyés à l'étranger. C'est le rendement sur nos placements et le prix que nous devons payer maintenant. C'est ce qui explique notre balance des paiements déficitaire, notre dollar dévalué et notre inflation galopante.

Où est la solution? Dans des emprunts multipliés, des dettes accrues à l'étranger, des taux plus élevés? C'est de la folie furieuse. Nous faut-il dont un krach pour réveiller le gouvernement, qu'il se rende compte que nous courons au malheur dont bien des êtres souffriront? Les petits hommes d'affaires, les cultivateurs, les travailleurs et les personnes âgées, qui tirent le diable par la queue, qui vivent au bord de l'abîme économique, seront balayés par les forces que le gouvernement d'en face déchaîne.

Une voix: Et la Saskatchewan?

M. de Jong: Un député mentionne la Saskatchewan. Je voulais terminer sur cela. La Saskatchewan, petite province qui compte moins d'un million d'habitants et que dirige un gouvernement néo-démocrate, a pris une initiative en s'attaquant à ce problème économique fondamental. Le gouvernement de la Saskatchewan a tenté d'exercer un contrôle sur les ressources de son territoire de façon à les conserver dans sa province et au Canada. Voilà pourquoi la population de la Saskatchewan possède environ 50 p. 100 de la potasse. Certains députés d'en face diront peut-être que c'est du communisme et tenteront de rabaisser le gouvernement.

● (2140)

Je me souviens d'une visite que l'actuel secrétaire d'État (M. MacDonald) a rendue à ma ville de Regina. Alors qu'on lui demandait ce qu'il pensait de l'étatisation de la potasse, tout ce qu'il a pu trouver pour blâmer le gouvernement provincial a été de dire qu'il y avait mis beaucoup trop de temps. Monsieur l'Orateur, il connaissait alors la solution aux difficultés économiques de la Saskatchewan. Mais comment se fait-il que nous n'entendions pas sa voix aujourd'hui? Comment se fait-il que nous n'entendions pas non plus celle des députés conservateurs qui sont mieux informés? Quelqu'un leur impose-t-il le silence?

Quelle est donc cette force qui s'exerce au sein du cabinet et du gouvernement et qui empêche la voix de la raison, de la compréhension et de la sagesse de se faire entendre? Quelle est donc cette force occulte qui incite les gens à agir contrairement à leur jugement?